

« L'uniforme renforcera la cohésion entre élèves » .

Il risque, au contraire, de se produire l'inverse. Affubler tou-te-s les élèves d'une tenue identique peut provoquer des moqueries si la tenue est mal adaptée au corps de l'élève. Cela va sûrement être le cas au regard de la croissance importante des enfants et adolescent-es au cours d'une seule année scolaire. La composition annoncée du kit « tenue unique » ne permet pas aux familles de fournir un uniforme propre et en bon état tous les jours à leurs enfants, notamment pour les élèves en garde alternée qui auront leur « trousseau » réparti entre les deux foyers.

« L'uniforme permettra de lutter contre les différenciations sociales et les discriminations ».

On ne lutte pas contre la pauvreté en la cachant. Un-e élève défavorisé-e restera défavorisé-e même avec un uniforme sur le dos. La véritable discrimination sociale, c'est l'écart de niveau scolaire entre les élèves issu-es de milieux défavorisés et les élèves issu-es de milieux favorisés. C'est pourquoi, nous pensons que c'est en créant des établissements avec une véritable mixité sociale et des personnels en nombre suffisant qu'on luttera contre les discriminations et les inégalités.

« L'uniforme est déjà en place dans les écoles aux Antilles et en Guyane et il porte ses fruits ».

Il s'agit d'un uniforme peu onéreux au vu du climat des territoires concernés puisqu'ils se composent d'un short et d'un tee-shirt. Il a été mis en place pour éviter que certain-es élèves ne viennent torse-nu à l'école. Ce qui n'est jamais le cas en métropole. De plus cela n'a rien changé à la misère sociale et aux inégalités dans ces départements qui restent ceux avec le taux illettrisme le plus élevé de France.

L'UNIFORME A L'ÉCOLE

Ce qu'ils en disent, ce qu'on en pense...

éducation
Sud

« L'uniforme permettra de lutter contre le harcèlement scolaire ».

La tenue unique n'empêchera pas les moqueries ou agressions de tous ordres. On peut observer que les établissements privés imposant déjà l'uniforme depuis longtemps, sont autant confrontés à cette violence que les écoles publiques. Ne serait-il pas plus efficace de recruter du personnel encadrant (AED notamment) pour limiter le nombre d'endroits peu surveillés au sein des établissements où les harcèlements ont lieu (sanitaires, cantines, couloirs, cours...) ou de diminuer le nombre d'élèves par classe ?